

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

Note de conjoncture économique
au 05 avril 2024

Avril 2024

L'économie internationale continue de maintenir sa fermeté malgré les chocs subis au cours de dernières années. La mise en place des politiques monétaires plus strictes dans les économies avancées a entraîné une baisse de l'inflation globale, bien que celle-ci demeure supérieure à son objectif dans de nombreux pays. Cependant, le niveau élevé d'endettement, tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes et en développement, exerce une pression sur les finances publiques et pourrait fragiliser la croissance.

Au plan interne, la semaine sous examen a été marquée par une appréciation de la monnaie nationale sur les deux segments du marché, après une dépréciation observée la semaine précédente. De même, sur le marché des biens et services, l'inflation a ralenti de 0,13 % au cours de la semaine sous examen, comparativement à la semaine précédente. Ce ralentissement est expliqué notamment par une décélération de toutes les fonctions de consommation ainsi qu'à une légère appréciation de la monnaie nationale.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

L'économie mondiale a remarquablement bien résisté aux chocs de ces dernières années. Cette résilience s'explique avant tout par les solides fondamentaux macroéconomiques de la plupart des pays avancés ou émergents, ainsi que par le niveau élevé de la demande des consommateurs et des dépenses publiques. Les marchés du travail se sont maintenus et les chaînes d'approvisionnement sont revenues à la normale.

Malgré l'augmentation des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, le FMI prévoit une croissance de 3,1 % cette année, égalant le niveau de 2023. À moyen terme, une croissance mondiale d'environ 3 % est anticipée, un chiffre modeste comparé à la moyenne historique de 3,8 % des années précédant la pandémie de COVID-19.

Quant à l'inflation, elle devrait atteindre 5,8% en 2024, restant supérieure à son taux cible dans de nombreux pays mais avec une tendance à la baisse.

S'agissant des finances des États, l'année 2024 s'annonce également difficile pour les autorités budgétaires de la plupart des pays, car elles doivent rééquilibrer les finances publiques pour réduire la dette et reconstituer les réserves tout en finançant la transformation numérique et écologique de l'économie.

Dans ce contexte, la faible croissance de la productivité et le niveau élevé d'endettement posent problème à tous les pays, en particulier pour les pays émergents ou en développement. Cette situation contribue à accroître la pression budgétaire et limiter les capacités des gouvernements à mettre en place des réformes. En outre, les tensions géopolitiques perturbent les échanges commerciaux et les flux de capitaux, moteurs essentiels de la croissance au cours de dernières décennies.

II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

L'économie congolaise devrait rester résiliente avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En effet, la croissance a été de 7,5 % en 2023 à 5,7 % attendue en 2024.

S'agissant de l'inflation, elle a connu une décélération à 0,131 % au cours de la semaine sous examen, contre 0,4 % la semaine précédente.

Sur le marché des changes, le Franc congolais s'est apprécié de 0,49 % et 0,67 %, respectivement à l'indicatif et au parallèle au 04 avril 2024 comparativement à la semaine précédente.

La gestion des finances publiques est caractérisée, au 05 avril courant, par une mobilisation des recettes de l'Etat de 1.972,2 milliards de CDF dont 1.610,8 milliards de CDF mobilisées par les régies financières, et une exécution des dépenses publiques de 1.974,9 milliards de CDF.

Sur le plan monétaire, le dispositif instrumental de la politique monétaire est resté inchangé tant du côté du taux directeur qu'au niveau des coefficients de la réserve obligatoire par rapport aux dernières modifications.

Les résultats de l'adjudication des Bons BCC du 03 avril 2024, indiquent que les souscriptions des banques se sont établies à 162,0 milliards de CDF portant sur les maturités à 7 et 28 jours sur un montant annoncé par la BCC de 335,0 milliards de CDF, dont 300,0 milliards pour les Bons à 7 jours et 25,0 milliards de CDF pour le Bon BCC à 28 jours. L'encours des Bons BCC est passé à 212,0 milliards de CDF contre 184,0 milliards la semaine précédente, traduisant une ponction hebdomadaire de 28,0 milliards de CDF.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer sur le sentier d'une croissance forte. Sur le marché des biens et services, il s'observe depuis le début de l'année une volatilité de l'inflation, alimentée notamment par le comportement du marché des changes et des perturbations dans l'approvisionnement des biens de premières nécessités.

2.1.1. Croissance

Selon l'estimation de croissance faite sur base des données de production à fin décembre, par la Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), le PIB devrait en termes réels avoir progressé de 8,6 % en 2023 contre 8,9 % réalisée l'année précédente. Globalement, l'évolution de la croissance devrait être portée par le bon comportement de l'industrie extractive, à travers notamment l'accroissement de la production des produits phares, à savoir le cuivre et le cobalt.

Pour 2024, la croissance est projetée par la mission du FMI à 5,7 % contre 4,8 % par la CESC, principalement du fait d'un effet de base des exportations minières.

L'analyse sectorielle faite par la CESC renseigne que cette évolution de l'activité économique serait essentiellement impulsée par le secteur primaire dont la valeur ajoutée passerait de 15,6 % en 2022 à 13,5 %, avec une contribution à la croissance de 6,6 points.

Le secteur tertiaire devrait progresser de 3,0 %, contribuant à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,1 point. La valeur ajoutée du secteur secondaire augmenterait de 6,0 %, avec une contribution de 0,9 point de croissance.

2.1.1.1. Croissance du secteur extractif

Les activités de la branche « Extraction » qui augmenterait de 18,1 % en 2023 contre 22,0 % une année plus tôt, induirait une contribution à la croissance de 6,3 points. Cette évolution serait tributaire d'une demande internationale soutenue des principaux métaux d'exportations notamment le cuivre et le cobalt.

2.1.1.2. Croissance du secteur Non Extractif

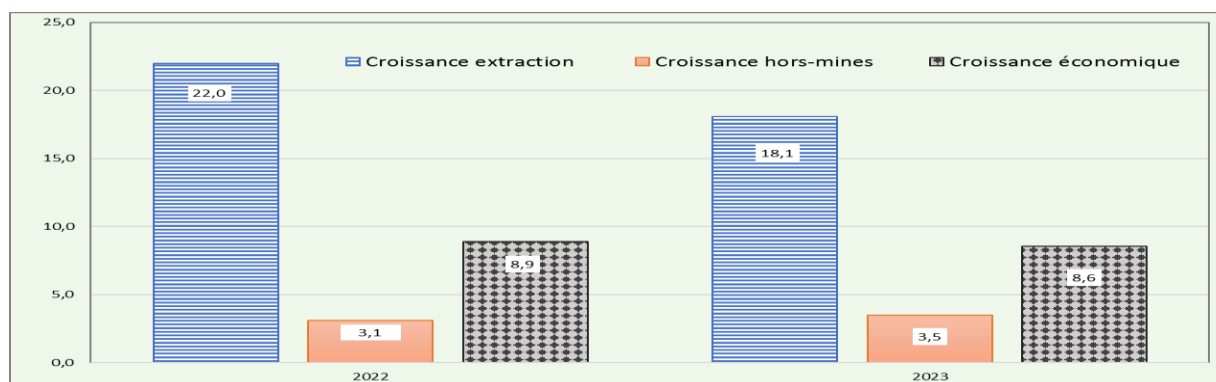
L'année 2023 serait caractérisée par une bonne orientation des activités non extractives, attestée par le PIB hors-mines qui devrait se situer à 3,5 % contre 3,1 % en 2022. Cette évolution serait principalement soutenue par la consolidation des activités de la branche « Bâtiment et travaux publics » dont la valeur ajoutée devrait s'accélérer de 14,0 % contre 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance serait de 0,6 point.

La branche « Transports et Télécommunication » à travers sa sous-branche télécommunication progresserait de 8,2 % en 2023. Cette activité enregistrerait une contribution à la croissance de 0,5 point.

Les branches « Commerce » et « Industries manufacturières » devraient tous contribuer de 0,3 point à la croissance. Leurs valeurs ajoutées progresseraient respectivement de 2,0 % et 2,6 %.

Les activités de la sous-branche « Agriculture » indiqueraient une croissance de sa valeur de 3,3 % en 2023 contre 2,4 % en 2022. La contribution à la croissance de ces activités s'établirait à 0,4 point venant de 0,3 point d'une année à l'autre.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et la branche extraction (%)



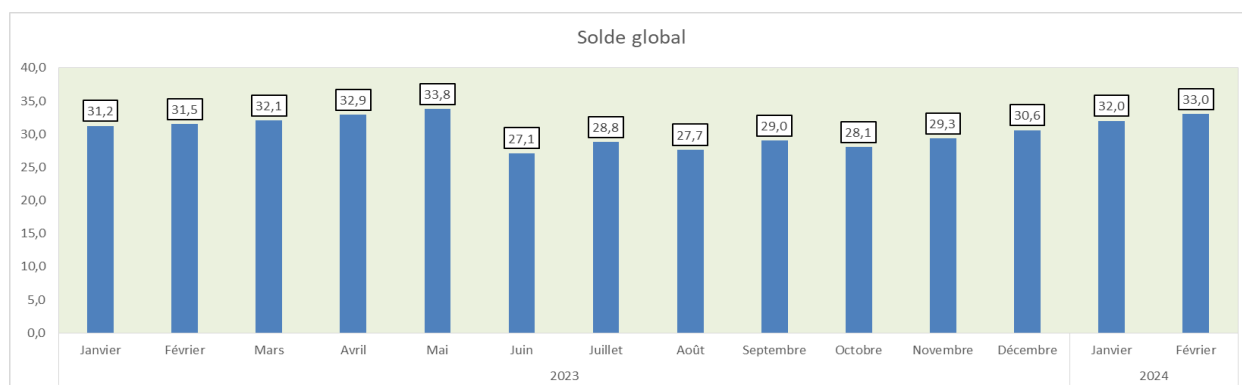
Source : Cadrage FMI.

La mise en œuvre du PDL-145T, l'organisation des 9^{ème} jeux de la francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation, devraient propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Les résultats de l'enquête réalisée auprès des chefs d'entreprises effectuées, mois de février 2024, révèlent une consolidation de la confiance de ces derniers quant aux perspectives de cours terme. En effet, le solde global brut d'opinions s'est établi à +33,0 % venant +32,0 % au mois précédent. Cette consolidation tient principalement à l'amélioration de l'activité dans la branche « Extractive » et « Construction ».

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions de chefs d'entreprises (%)



Source : Banque Centrale du Congo.

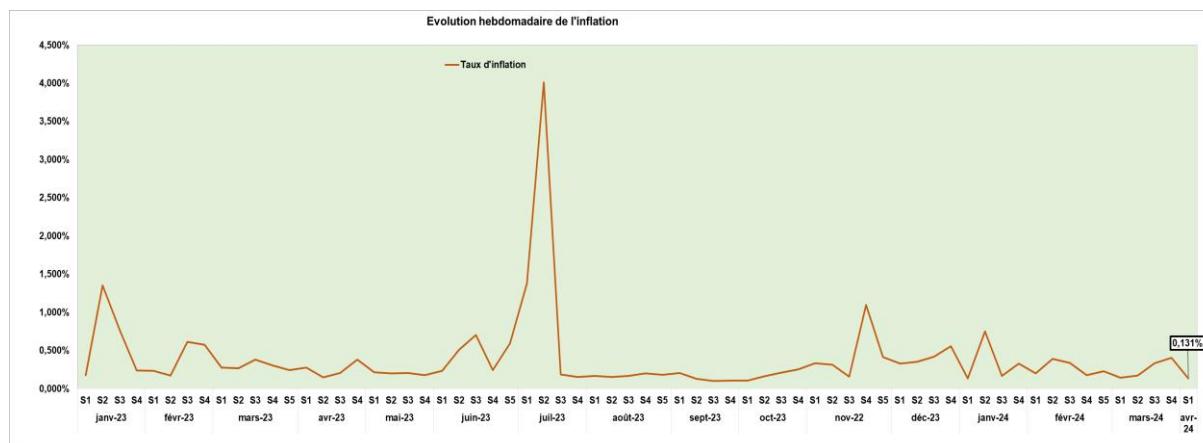
2.1.3. Marché des biens et services

Le rythme de formation des prix se décélère en 2024 comparativement à 2023. Le durcissement de la politique et le contrôle de la liquidité bancaire expliquent cette situation.

A la première semaine du mois d'avril 2024, le marché des biens et service est demeuré globalement sous contrôle. Il s'observe une décélération d'une semaine à l'autre dans la formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 0,131 % contre 0,402 % une semaine plus tôt. Cette tendance est consécutive notamment à une décélération de toutes les fonctions de consommation ainsi qu'à une légère appréciation de la monnaie nationale.

L'analyse des contributions à l'indice global révèle l'évolution de l'IPC en hebdomadaire est expliquée principalement par les fonctions de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » soit 57,9% et « Transports » soit 11,9% ; et marginalement « Meubles, articles, de ménage et entretien courante de la maison », « Enseignements », et « Articles d'habillement et chaussures ». L'ensemble de ces fonctions ont contribué à l'inflation globale à hauteur de 85,71 %.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, en cumulée l'inflation s'est située à 3,94 % contre 6,00 % à la période correspondante de 2023, face à une cible annuelle fixée à 11,6 % à fin décembre 2024. Toutefois, en glissement annuel et en annualisée l'inflation est ressortie respectivement à 21,34 % et à 15,44 %.

2.2. Finances Publiques

Les finances publiques se portent mieux qu'en 2023. A fin mars, il est noté une hausse de 28,8% des recettes publiques, dégagant un excédent de trésorerie alors que les opérations financières de l'Etat affichent un grand déficit à la période correspondante de 2023.

Pour le mois d'avril courant, le plan de trésorerie de l'Etat prévoit la réalisation des recettes à hauteur de 4.048,6 milliards de CDF impulsés principalement par les rentrées attendues au titre du solde de l'impôt sur le bénéfice et profit de l'exercice 2023. La même tendance haussière devrait se poursuivre du côté des dépenses publiques dont l'enveloppe mensuelle est estimée à 3.813,1 milliards.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en 2024

Au 05 avril 2024, le tableau de suivi de la situation financière de l'État, établi par la Banque Centrale du Congo, fait état de recettes publiques s'élevant à 378,4 milliards de CDF, dont 205,7 milliards provenant des régies financières. Les dépenses publiques quant à elles sont estimées à 401,3 milliards de CDF.

Pour rappel, au cours du mois de mars, les recettes publiques ont atteint 1.972,2 milliards de CDF dont 1.610,8 milliards de CDF provenant des régies financières. Les recettes fiscales collectées par la DGI et la DGDA s'élèvent respectivement à 696,1 milliards de CDF et 482,9 milliards de CDF. Les recettes de la parafiscalité collectées par la DGRAD sont évaluées à 431,9 milliards de CDF.

En ce qui concerne les dépenses publiques, elles ont été exécutées à hauteur de 1.974,9 milliards de CDF et ont principalement concerné la rémunération des

agents et fonctionnaires de l'État, les frais de fonctionnement des institutions et ministères ainsi que les rétrocessions.

En cumul annuel, aux cinq premiers jours du mois d'avril, le tableau de suivi de la situation financière de l'État révèle des recettes s'élevant à 6.218,0 milliards de CDF, contre des dépenses de 6.214,4 milliards de CDF.

2.2.2. Situation des Bons et Obligations du Trésor

La situation du marché des titres publics renseigne que lors de l'adjudication du 26 mars 2024, le Trésor a levé 60,0 millions de USD au titre des Bons du Trésor de 6 mois, émis en dollar américain contre des souscriptions des banques de l'ordre de 85,0 millions. Il importe de relever que le montant annoncé était de 30,0 millions de USD, soit un taux de couverture de 283,3 % avec un taux moyen pondéré de 10,583 %.

A la même date, le Trésor a levé l'intégralité des soumissions des banques au titre d'Obligations du Trésor d'un an et 3 mois émises en dollar américain d'un import de 36,75 millions de USD, alors que le montant annoncé était de 60,0 millions de USD. A cet effet, le taux de couverture a été de 61,25 %.

S'agissant des remboursements, il y a lieu de souligner que les statistiques au 22 mars 2024 renseignent qu'à cette date, Le Trésor n'a remboursé que 5,1 milliards de CDF au titre d'Obligations du Trésor.

La situation des titres publics se présente comme suit :

Tableau 1 : Encours des Bons et Obligations du Trésor

Instrument	Maturité	Devise	Encours
Bon du Trésor indexé	3 MOIS	CDF	512,100,000,000.00
	6 MOIS		
Bon du Trésor USD	3 MOIS	USD	151,612,000.00
	6 MOIS		
Obligation du Trésor Indexée	15 MOIS	CDF	340,406,250,000.00
	18 MOIS		
	2 ANS		
	4 ANS		
Obligation du Trésor USD	2 ANS	USD	152,000,000.00

Source : BCC

2.3. Secteur extérieur

En 2024, le rythme de dépréciation de la monnaie nationale est en train de baisser sur le marché de change. Les interventions de la BCC pour améliorer l'offre interne, le contrôle de la croissance de la liquidité bancaire expliquent cette tendance.

Au cours de la semaine sous examen, le marché des changes a été caractérisé par l'appréciation du franc congolais dans ses principaux segments. Le niveau des réserves internationales équivaut à 2,7 mois d'importations. Les cours des produits miniers et hydrocarbures ont évolué à la hausse, tandis que ceux des produits agricoles ont connu un repli.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 05 avril 2024, la monnaie nationale s'est appréciée de 0,58 % à l'indicatif, en rythme hebdomadaire, situant le taux à 2.770,41 CDF le dollar américain. Au parallèle, le taux s'est établi à 2781,26 CDF, indiquant une appréciation hebdomadaire de 0,80 %. Comparé à fin décembre 2023, il s'observe une dépréciation de 3,66 % à l'indicatif et 3,40 % au parallèle. Sur les douze derniers mois, le CDF fait état d'une dépréciation de 19,48 % à l'indicatif et 15,92 % au parallèle.

Par ailleurs, au 29 mars 2024, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un excédent mensuel de 28,30 millions de USD, découlant des recettes de 302,44 millions et des dépenses de 274,14 millions.

Les réserves internationales se sont établies à 5.063,8 9millions de USD au 04 avril 2024 contre 4.105,67 millions en avril 2023, soit une accumulation de 958,22 millions de USD sur une année. Ce niveau correspondant à 2,74 mois d'importations des biens et services.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Alors que les inquiétudes sont suscitées par les perspectives du cours du baril sur le marché mondial, le comportement des cours des métaux et des produits agricoles intéressant l'économie congolaise semble rassurant.

Au 05 avril 2024, le prix du baril s'est situé à 91,01 USD, en hausse de 4,62 % par rapport à la semaine dernière, soutenu essentiellement par la remontée des tensions géopolitiques au Proche-Orient. En effet, le marché s'attend à un conflit dévastateur, susceptible d'entraver l'offre mondiale du pétrole. Par rapport à fin décembre 2023, le cours du pétrole s'est accru de 16,87 %. En glissement annuel, il a augmenté de 8,16 %.

Le prix de la tonne du cuivre, a augmenté de 4,90 % pour atteindre 9.308,50 USD, en raison des données industrielles positives publiées par la Chine, lesquelles ont renforcé les perspectives de la demande du premier consommateur mondial de ce métal. En effet, l'indice PMI manufacturier officiel en Chine pour le mois de mars s'est établi à 50,8, après 49,1 en février, repassant au-dessus du seuil de 50 qui

sépare contraction et expansion de l'activité. Il s'agit également de l'indice PMI le plus élevé depuis une année. Comparé au 31 décembre 2023, le cours renseigne un accroissement de 9,11 %. Sur les douze derniers mois, il affiche une augmentation de 4,18 %.

S'agissant du cobalt, son prix a augmenté de 0,15 %, en rythme hebdomadaire, pour se situer à 28.080,00 USD la tonne. En glissement annuel, ce cours affiche un repli de 17,83 %, justifié notamment par la faiblesse de la demande de ce minerai.

Le cours de l'or a enregistré un rebond de 4,78 %, atteignant 2.302,95 l'once, tiré par (i) l'instabilité géopolitique accrue, (ii) les anticipations d'une baisse des taux de la Réserve fédérale au premier semestre de l'année en cours et (iii) l'accroissement des besoins d'or exprimés par les banques centrales. En effet, la dernière assertion a été un puissant moteur pour l'ascension du prix de l'or, étant donné que plusieurs pays en développement rejoignent le mouvement de dédollarisation en réaction aux sanctions occidentales contre la Russie. Comparé à ses niveaux de mars et décembre 2023, le prix de l'once d'or a augmenté de 17,46 % et 11,23 %, respectivement.

Les prix de la tonne du riz, du blé et du maïs sur le marché de Chicago ont enregistré des baisses respectives de 0,81 %, 0,34 % et 1,38 %, se situant à 358,61 USD, 205,74 USD et 160,25 USD. En glissement annuel, ces cours ont baissé respectivement de 7,12 %, 19,84 % et 34,49 %. Par ailleurs, sur l'ensemble de l'année 2023, l'Indice FAO des prix des céréales s'est établi à une valeur moyenne de 130,9 points, soit une baisse de 23,8 points (15,4 %) par rapport à la moyenne annuelle record de 2022, en raison d'un meilleur approvisionnement surtout en provenance de la Russie.

2.3.3. Balance des biens

En janvier 2024, le volume des échanges entre la RDC et le reste du monde a régressé de 29,94 % par rapport à la période correspondante de 2023.

La Balance commerciale a affiché un excédent de 1.544,31 millions de USD contre un déficit de 230,40 millions observé en janvier 2023. Rapproché au PIB, cet excédent représente 2,17 % contre 0,35 % une année plus tôt.

2.4. Secteur Monétaire

Une contraction de la liquidité tend à s'observer sur le marché, expliquée par les faits cycliques inhérents à la grande échéance fiscale du mois d'avril.

Au 05 avril 2024, le dispositif instrumental de la politique monétaire demeure inchangé par rapport à fin décembre 2023. En effet, l'état des instruments de la politique monétaire se présente comme suit : le taux directeur à 25 %, et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais à 10 %. En outre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en

monnaie nationale à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à faire preuve de flexibilité au regard de la nécessité d'une modulation optimale de la liquidité.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 05 avril 2024, la situation monétaire affiche une diminution hebdomadaire de la monnaie centrale de 20,4 milliards de CDF pour se situer à 8.266,8 milliards de CDF. Cette décroissance fait suite à la baisse enregistrée par les actifs intérieurs nets de 23,3 milliards de CDF attribuables aux Autres postes nets. Par contre, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 3,2 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la diminution de la monnaie centrale résulte de la baisse enregistrée par les engagements envers les autres institutions de dépôts de 64,5 milliards de CDF contrebalancé par la hausse de la circulation fiduciaire de 44,5 milliards.

Par contre, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une hausse hebdomadaire de 44,5 milliards de CDF pour se situer à 37.614,7 milliards de CDF. Cette augmentation est consécutive à la hausse enregistrée tant par les actifs intérieurs nets que les actifs extérieurs nets respectivement de 41,2 milliards de CDF et 3,2 milliards de CDF. Au niveau des composantes, l'augmentation de cet agrégat est une résultante du comportement des numéraires hors institutions des dépôts.

2.4.2. Marché monétaire

Au cours de la semaine sous analyse, le marché monétaire affiche un très faible volume de transactions sur une tendance globale. Il est noté une faible souscription au bon BCC et une absence d'opérations du marché interbancaire et en banque centrale.

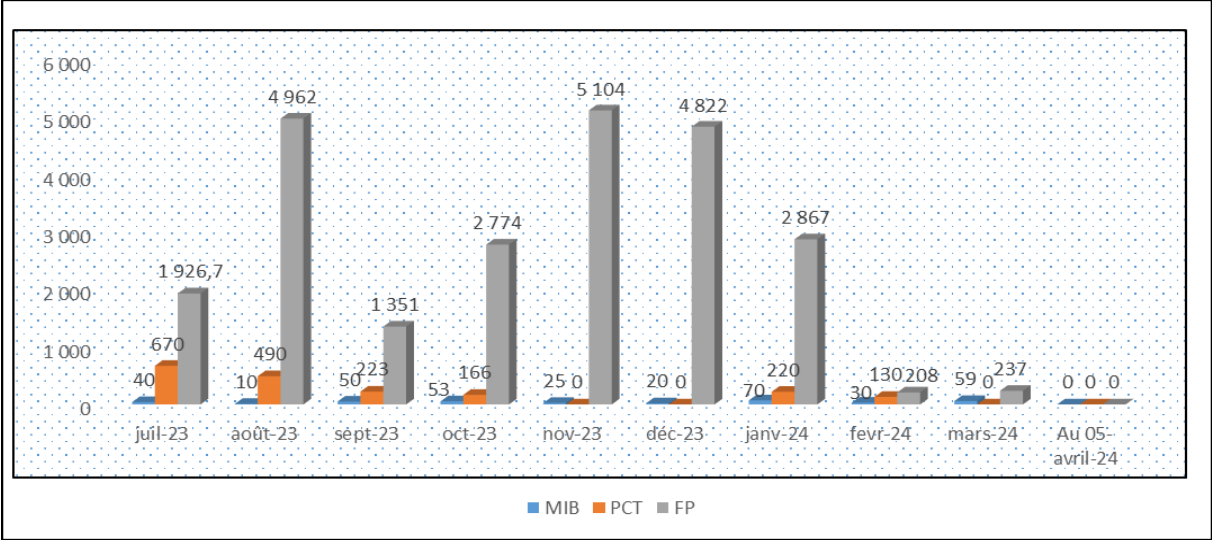
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération, au cours de la semaine sous étude, ni au mois de mars de l'année en cours. La dernière opération remonte au mois de février. Ainsi, en cumul mensuel et annuel, à fin février, il affiche des volumes d'opérations respectivement de 130,0 milliards et 350,0 milliards de CDF. Pour rappel, en 2023, le volume d'opérations y enregistré s'est chiffré à 3.474,0 milliards.

S'agissant du guichet des facilités permanentes, aucune opération n'a été enregistrée au cours de la semaine sous analyse. En cumul mensuel et annuel, à fin mars 2024, ce guichet enregistre des volumes d'opérations respectivement à hauteur de 237,0 milliards et 3.312,0 milliards de CDF en 2024. L'année précédente, elle avait connu un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 milliards de CDF.

Quant au marché interbancaire, il n’a enregistré aucune transaction au cours de la semaine sous analyse. En cumul mensuel, à fin mars 2024, et annuel, ce guichet affiche des volumes d’opérations respectivement de 59,0 milliards et 159,0 milliards de CDF. En 2023, le volume des transactions y enregistré s’est fixé à 373,0 milliards.

Toutefois, les taux d’intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % et 26,0 %, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



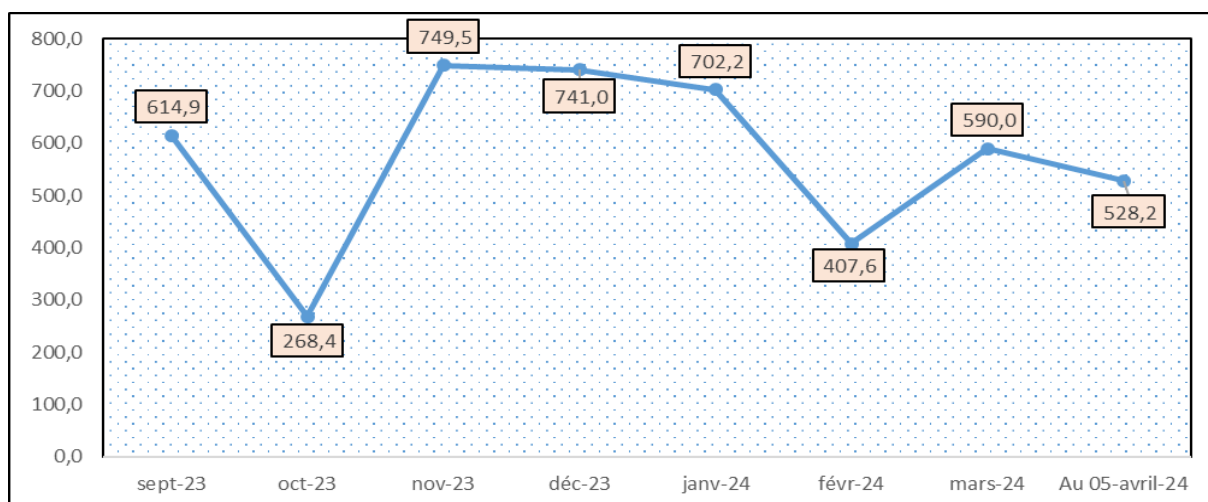
2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 05 avril 2024, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une baisse hebdomadaire de 61,8 milliards de CDF pour se situer à 2.904,2 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.376,0 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 528,2 milliards de CDF contre un niveau de 590,0 milliards une semaine auparavant. En moyenne hebdomadaire, la position nette des banques s’est située à 538,2 milliards de CDF.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 992,7 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin février 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à 12.065,7 millions de USD, traduisant une hausse mensuelle de 0,71 %. La structure de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des ménages, des entreprises privées et ceux des petites et moyennes entreprises qui ont représenté respectivement 33,9 % ; 32,5 % et 10,9 % du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des ISBLM et de l'Administration publique. En 2023, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 4,0 % pour s'établir à 12.034,36 millions d'USD à fin décembre 2023.

De même, les crédits bruts affichent une croissance mensuelle de 3,1 %, pour s'établir à 7.451,9 millions de USD contre un niveau de 7.278,69 millions à fin décembre 2023. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et aux petites et moyennes entreprises. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises. En 2023, les crédits bruts ont enregistré une croissance annuelle de 42,3 % pour se situer à 7.278,69 millions d'USD à fin décembre 2023.

2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

Au 04 avril 2024, l'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 204,0 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation des billets de 372,2 milliards et des destructions de 168,2 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 1.442,2 milliards dont 70,9 % en provinces.

2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

Le taux directeur est resté inchangé à 25 % l'an depuis la date du 08 août 2023. Ce dernier réajustement avait permis de relever l'attractivité des bons BCC à l'effet de permettre des arbitrages judicieux avec d'autres actifs notamment les devises.

A ce jour, il est resté réel positif à raison de 2.765 points par rapport à l'inflation en glissement annuel et 6.496 comparativement à l'inflation annualisée.

Ce statut lui permet de soutenir les ventes des bons BCC, de lutter efficacement contre l'inflation et d'accompagner les anticipations anti-inflationnistes.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Au 31er mars 2024, la réserve obligatoire en CDF s'est situé à de 2.376,0 milliards de CDF milliards de CDF contre un niveau de 2.454,7 milliards de CDF à fin décembre 2023.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Au 03 avril 2024, lors de la séance d'adjudication, les souscriptions des banques se sont établies à 162,0 milliards de CDF portant sur les maturités à 7 et 28 jours.

Toutefois, la Banque Centrale avait lancé un appel d'offres de 335,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 300,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 25,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 10,0 milliards de CDF.

Tableau 2. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 03 avril 2024

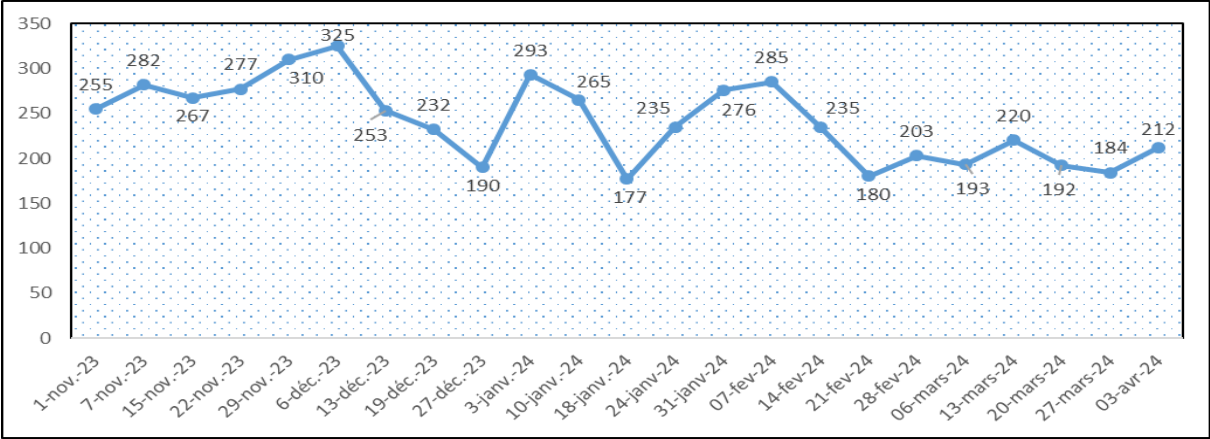
Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	300	157	157
Bon BCC à 28 jours	25	5	5
Bon BCC à 84 jours	10	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé à 212,0 milliards de CDF contre 184,0 milliards la semaine précédente, traduisant une ponction hebdomadaire de 28,0 milliards de CDF. Cet encours est réparti de la manière suivante : 157,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 40,0 milliards pour celle à 28 jours et 15,0 milliards pour celle à 84 jours. Au 05 avril 2024, les charges des Bons BCC ont atteint 14.671,11 millions de CDF.

Il convient de relever que, bien que cet encours évolue en dents de scie au cours de dernières semaines, la tendance baissière cyclique de l'encours devrait clairement se dessiner à l'approche de la grande échéance fiscale.

Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



ANNEXES

Tableau 1. Évolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
Avril						358,748	1,010%		
I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%	
Décembre						415,768	1,653%		
I	410,34	0,325%	22,134%	415,391	23,638%			23,288%	
II	411,77	0,349%	22,560%	415,132	23,561%			23,341%	
III	413,48	0,415%	23,068%	415,161	23,570%			23,467%	
IV	415,77	0,555%	23,751%	415,768	23,751%			23,751%	
2024	Janvier						421,489	1,376%	
	I	416,33	0,135%	0,135%	445,929	7,254%			23,702%
	II	419,44	0,747%	0,882%	522,446	25,658%			22,965%
	III	420,12	0,163%	1,047%	498,040	19,788%			22,232%
	IV	421,49	0,325%	1,376%	496,595	19,440%			22,341%
	Février						427,108	1,333%	
	I	422,33	0,200%	1,579%	489,333	17,694%			22,305%
	II	423,96	0,386%	1,971%	492,399	18,431%			22,571%
	III	425,38	0,334%	2,312%	492,703	18,504%			22,235%
	IV	426,13	0,177%	2,493%	487,930	17,356%			21,752%
	V	427,11	0,229%	2,728%	485,709	16,822%			21,697%
	Mars						431,587	1,048%	
	I	427,71	0,141%	2,873%	481,742	15,868%			21,545%
	II	428,44	0,170%	3,048%	479,168	15,249%			21,290%
	III	429,86	0,331%	3,389%	480,358	15,535%			21,325%
	IV	431,59	0,402%	3,805%	482,745	16,109%			21,519%
Avril									
I	432,15	0,131%	3,941%	479,959	15,439%			21,342%	

Source : INS

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2022	2023												2024	
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
Solde global	29,7	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7	29,0	28,1	29,3	30,6	32,0	33,0
Industrie manufacturière	9,3	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1	11,0	13,2	12,9	13,8	13,1	12,0
Electricité et Eau	23,7	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6	25,3	27,6	29,6	31,2	26,5	25,0
Industrie extractive	35,8	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7	32,1	30,4	31,8	32,2	34,3	35,4
Construction	24,2	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0	36,0	36,6	37,9	40,3	40,4	41,6
Services	11,2	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4	12,0	9,7	12,4	17,8	18,2	16,8

Source : BCC

Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production

BRANCHES D'ACTIVITES	Décembre. 2022				Décembre. 2023			
	VA	VAR (%)	Contr.Croiss.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contr.Croiss.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss
	Secteur primaire	7 289,1	15,6	80,4	7,18	8 274,1	13,5	77,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	2 102,4	2,4	4,0	0,36	2 148,9	2,2	3,6	0,3
Agriculture	2 027,8	2,4	3,9	0,34	2 094,2	3,3	5,2	0,4
Vivrière	2 002,3	2,6	4,1	0,36	2 063,4	3,1	4,8	0,4
Rente	25,4	-9,7	-0,2	-0,02	30,8	21,1	0,4	0,0
Sylviculture	70,9	2,7	0,2	0,01	50,8	-28,3	-1,6	-0,1
Elevage, pêche et chasse	3,8	2,6	0,0	0,00	3,9	3,0	0,0	0,0
Extraction	5 186,7	21,9	76,4	6,8	6 125,2	18,1	73,6	6,3
Extraction des hydrocarbures	24,1	6,3	0,1	0,010	23,8	-1,1	0,0	0,0
Extraction des minéraux, pierres et autres	5 162,6	22,0	76,3	6,81	6 101,4	18,2	73,6	6,3
Secteur secondaire	2 130,3	2,8	4,7	0,422	2 257,4	6,0	10,0	0,9
Industries manufacturières	1 434,9	2,4	2,8	0,25	1 472,4	2,6	2,9	0,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	1 208,0	2,5	2,4	0,21	1 238,8	2,5	2,4	0,2
Autres industries manufacturières	226,9	2,2	0,4	0,04	233,7	3,0	0,5	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	86,7	3,3	0,2	0,02	90,7	4,6	0,3	0,0
Bâtiment et travaux publics	608,7	3,5	1,7	0,15	694,2	14,0	6,7	0,57
Secteur tertiaire	5 313,3	3,3	13,9	1,24	5 471,9	3,0	12,4	1,06
Transports et Télécommunication	1 853,7	4,5	6,6	0,59	1 944,1	4,9	7,1	0,6
Transports	917,6	2,7	2,0	0,17	931,7	1,5	1,1	0,1
Télécommunication	936,1	6,5	4,7	0,42	1 012,4	8,2	6,0	0,5
Commerce	1 912,8	2,7	4,2	0,37	1 950,5	2,0	3,0	0,3
Autres services marchands	1 211,5	3,0	2,8	0,25	1 244,7	2,7	2,6	0,2
Banques et assurances	207,1	5,9	0,9	0,08	222,5	7,4	1,2	0,1
Autres services	1 004,4	2,4	1,9	0,17	1 022,2	1,8	1,4	0,1
Services d'administration publique	434,3	2,0	0,7	0,06	439,0	1,1	0,4	0,0
Education	12,6	3,0	0,0	0,00	13,0	3,3	0,0	0,0
Santé	2,2	4,0	0,0	0,00	2,2	3,1	0,0	0,0
Autres services non marchands	419,6	2,0	0,7	0,06	423,8	1,0	0,3	0,0
SIFIM	-99,1	5,9	-0,5	-0,04	-106,5	7,4	-0,6	0,0
PIB au prix de base	14 732,8	8,9	99,0	8,8	16 003,4	8,6	99,6	8,5
Taxes sur les produits	166,9	7,7	1,0	0,1	171,8	2,9	0,4	0,0
PIB aux prix constants	14 899,7	8,9	100,0	8,9	16 175,2	8,6	100,0	8,6
PIB hors mines	9 712,98	3,1	23,6	2,1	10 050,01	3,5	26,4	2,3

Source : BCC, suivant les données de la CESCEN.

Tableau 4. Évolution des Opérations Financières de l'État en 2024 et 2023

RUBRIQUES	REALISATIONS 2023		AU 22 MARS 2024			CUMUL AU 22 MARS 2024		
	Mois de Mars	Cumul Mars	Program.	Réal.	Exéc. en %	Program.	Réal.	Exéc. en %
Douanes et accises (DGDA)	377,3	1055,5	495,0	365,4	73,8	1 411,4	1261,1	89,3
Impôts directs et indirects (DGI)	560,2	1574,1	608,8	601,3	98,8	1 843,0	2147,2	116,5
Recettes non fiscales (DGRAD)	274,5	622,7	388,8	191,2	49,2	780,6	616,4	79,0
Pétroliers Producteurs	3,0	92,6	15,9	0,0	0,0	123,0	103,7	84,3
Dons et autres recettes	3,0	16,6	- 0,0	0,0	0,0	0,0	201,3	0,0
Total revenus et dons	1215,0	3361,4	1508,5	1157,5	76,7	4158,0	4329,7	104,1
Dépenses courantes	1071,9	2973,7	1339,5	910,5	68,0	3518,2	2847,6	80,9
Salaires	630,6	1532,4	666,0	524,2	78,7	1 998,1	1492,7	74,7
Intérêt sur la dette	13,6	38,0	16,2	11,8	72,3	48,5	67,1	138,5
dont dette extérieure	5,9	10,8	6,3	1,6	25,1	13,5	12,1	89,6
Frais de fonct. Inst. et Min.	277,9	859,0	263,7	168,5	63,9	735,1	698,7	95,1
Institutions Politiques	98,0	315,7	83,8	69,5	83,0	270,4	326,4	120,7
Ministères	179,8	543,3	179,9	98,9	55,0	464,7	372,3	80,1
Dépenses en capital	33,3	188,9	44,1	18,4	41,7	212,2	176,3	83,1
Amortissement de la dette	77,8	96,3	72,5	9,9	0,0	96,9	46,1	47,6
Autres dépenses	199,3	836,3	188,7	335,6	177,8	393,5	1 697,5	431,3
dont élections	-	62,3	-	-		100,0	27,8	
Total dépenses (+amort. dette)	1382,2	4095,2	1644,7	1274,3	77,5	4220,8	4767,5	113,0
Solde de trésorerie	-167,2	-733,8	- 136,2	-116,8	85,8	- 62,8	-437,8	697,2

Source : BCC, à partir du PTR du secteur public du Ministère des Finances (DGTCP).

Tableau 5. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles

	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	29-déc.-23	31-janv.-24	29-févr.-24	28-mars-24	29-mars-24	4-avr.-24	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	82,84	84,10	84,14	77,87	80,59	82,17	86,99	87,30	91,01	4,62
Cuivre LME \$/tm	8 379,00	9 087,00	8 843,35	8 935,00	8 531,00	8 541,00	8 468,00	8 874,00	8 874,00	9 308,50	4,90
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	56 026,49	51 434,88	51 434,88	34 172,19	32 750,38	32 750,38	27 887,20	28 038,00	28 038,00	28 080,00	0,15
Or New York \$/o.t.	1 824,82	1 926,78	1 831,50	1 960,55	2 070,39	2 032,52	2 055,75	2 197,80	2 232,14	2 302,95	4,78
Riz Chicago \$/tonne	405,96	393,93	382,34	386,09	387,48	397,57	402,32	361,52	362,47	358,61	-0,81
Blé Chicago \$/tonne	290,81	279,04	259,41	256,65	228,40	222,65	210,99	206,43	204,82	205,74	-0,34
Mais Chicago \$/tonne	249,45	250,37	236,07	244,63	172,01	164,48	157,95	162,50	161,73	160,25	-1,38

Source : les échos.

Tableau 6. Évolution comparative de la balance des biens 2023-2024
(en millions de USD)

	SITUATION JANVIER		
	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽²⁾	Variation (%)
EXPORTATIONS	2 070,77	2 303,66	11,25
IMPORTATIONS	2 301,17	759,35	-67,00
SOLDE	-230,40	1 544,31	-770,27

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2023 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Décembre 2024 : Situation en accélérer tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

Tableau 7. Évolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin décembre 2023				Ecart parallèle moyen - indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			en %	en CDF
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33					6,02	121,42
29-déc.-23	2 668,95	2 670,00	2 703,33	2 686,67	-24,43	-20,35	-20,47	-20,41	0,66	17,72
31-janv.-24	2 731,00	2 683,75	2 736,25	2 710,00	-2,27	-20,76	-1,20	-0,86	-0,77	-21,00
29-févr.-24	2 766,62	2 734,38	2 763,81	2 749,10	-3,53	-22,22	-2,19	-2,27	-0,63	-17,53
29-mars-24	2 786,54	2 793,13	2 813,75	2 803,44	-4,22	-23,86	-3,92	-4,17	0,61	16,90
1-avr.-24	2 775,09	2 773,75	2 784,38	2 779,07	-3,82	-23,33	-2,91	-3,32	0,14	3,98
2-avr.-24	2 763,23	2 767,50	2 785,00	2 776,25	-3,41	-23,16	-2,93	-3,23	0,47	13,02
3-avr.-24	2 787,00	2 766,88	2 784,38	2 775,63	-4,24	-23,14	-2,91	-3,21	-0,41	-11,37
4-avr.-24	2 770,41	2 770,63	2 791,25	2 780,94	-3,66	-23,24	-3,15	-3,39	0,38	10,53
5-avr.-24	2 770,41	2 769,38	2 793,13	2 781,26	-3,66	-23,21	-3,22	-3,40	0,39	10,85
Variation hebdomadaire au 05 avril 2024					0,58	0,86	0,74	0,80		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 8. Évolution de la base monétaire

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	Var.hebdo en %	Var.hebdo en milliards de CDF
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 05 Accélérée		
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_ISG							0
							0
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	6 662 530	6 671 921	6 933 701	7 072 659	7 075 895	0,05	3 236
<i>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)</i>	2 486	2 437	2 505	2 540	2 554	0,54	14
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	14 650 721	14 630 904	14 897 296	15 036 255	15 039 490	0,02	3 236
<i>CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)</i>	5 467,50	5 344,22	5 382,60	5 400,75	5 428,62	0,52	28
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	5 689 183	5 639 173	5 696 838	4 967 365	4 971 573	0,08	4 208
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)</i>	2 123,14	2 059,82	2 058,35	1 784,19	1 794,53	0,58	10
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	13 677 373	13 598 155	13 660 433	12 930 961	12 935 168	0,03	4 208
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)</i>	5 104,26	4 966,99	4 935,71	4 644,57	4 669,05	0,53	24
Or monétaire	0	0	0	0	0		0
Avois en DTS	2 354 039	2 381 548	2 354 530	2 354 530	2 354 530	0,00	0
Avois en devises	11 323 334	11 216 608	11 305 903	10 576 431	10 580 638	0,04	4 208
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	866 164	1 032 749	943 937	1 006 047	1 005 561	-0,05	-486
Dont							0
Allocations en DTS TP	0	0	0	0	0		0
Réserves obligatoires en ME	848 478	991 845	931 053	993 163	992 677	-0,05	-486
Garanties à MT en ME requêtes des Banques agréées	107 184	0	106 084	106 084	106 084	0,00	0
							0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-7 988 191	-7 958 983	-7 963 596	-7 963 596	-7 963 596	0,00	0
							0
ACTIFS INTERIEURS NETS	2 241 969	1 850 867	1 288 128	1 214 206	1 190 930	-1,92	-23 275
							0
CRÉANCES INTERIEURES	4 383 415	4 811 584	4 387 511	4 390 125	4 413 077	0,52	22 952
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 456 008	3 709 837	3 447 309	3 449 922	3 472 874	0,67	22 952
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 027 568	4 283 461	4 029 485	4 029 485	4 029 485	0,00	0
Dont Titres en MN	2 653 317	2 529 167	2 529 167	2 529 167	2 529 167	0,00	0
Avances et autres comptes suspens Trésor	1 374 252	1 754 295	1 500 318	1 500 318	1 500 318	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-571 560	-573 624	-582 176	-579 562	-556 610	-3,96	22 952
							0
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	813 593	971 255	814 786	814 786	814 786	0,00	0
Dont Comptes RME	349 078	626 090	528 031	528 031	528 031	0,00	0
RME en millions de USD	130	229	191	190	191	0,49	1
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	234 000	70 251	24 252	24 252	24 252	0,00	0
Autres	230 515	274 914	262 503	262 503	262 503	0,00	0
							0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	113 814	130 492	125 417	125 417	125 417	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	113 813	130 491	125 416	125 416	125 416	0,00	0
							0
AUTRES POSTES NETS	-2 141 445	-2 960 717	-3 099 383	-3 175 919	-3 222 147	1,46	-46 227
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	545 007	152 954	-72 062	-167 598	-185 826	10,88	-18 227
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-300 524	-280 233	-311 665	-292 665	-320 665	9,57	-28 000
Dont Bon BCC	190 000	276 000	203 000	184 000	212 000	15,22	28 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 371 772	-2 609 607	-2 404 712	-2 404 712	-2 404 712	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'À ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-14 156	-223 830	-310 944	-310 944	-310 944	0,00	0
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-10 235	-219 723	-306 996	-306 996	-306 996	0,00	0
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	10 235	219 723	306 996	306 996	306 996	0,00	0
TITRES AUTRES QU'À ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-3 921	-4 107	-3 948	-3 948	-3 948	0,00	0
TITRES AUTRES QU'À ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU	0	0	0	0	0		0
							0
BASE MONÉTAIRE	8 904 500	8 522 789	8 221 829	8 286 865	8 266 825	-0,24	-20 040
CIRCULATION FIDUCIAIRE	4 831 991	4 676 851	4 634 528	4 620 613	4 665 079	0,96	44 466
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 148 732	4 193 198	1,07	44 466
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	304 415	458 234	471 881	471 881	471 881	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 053 206	3 810 222	3 542 376	3 621 326	3 556 820	-1,78	-64 506
Dont							0
Avois des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo	3 195 683	3 154 976	2 888 615	2 966 064	2 904 233	-2,08	-61 830
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 454 699	2 452 733	2 481 006	2 376 023	2 376 023	0,00	0
Réserves nettes des banques commerciales	740 984	702 243	407 609	590 041	528 211	-10,48	-61 830
							0
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	848 478	991 845	931 053	993 163	992 677	-0,05	-486
R.O en ME (En millions USD)	317	362	336	357	358	0,45	2
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	19 303	35 716	44 926	44 926	44 926	0,00	0

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 9. Offre de monnaie

<i>En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)</i>	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	Var.hebdo en %	Var.hebdo en milliards de CDF
SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG							
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 05 Accélérée		
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	20 890 850	21 033 764	21 657 075	21 796 033	21 799 268	0,01	3 236
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	32 243 732	32 660 100	33 031 382	33 170 340	33 173 575	0,01	3 236
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-11 352 882	-11 626 336	-11 374 307	-11 374 307	-11 374 307	0,00	0
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	15 339 573	15 729 663	15 927 073	15 774 199	15 815 429	0,26	41 229
CRÉANCES INTÉRIEURES	22 741 079	23 648 005	24 507 708	24 510 322	24 533 274	0,09	22 952
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	2 444 259	2 562 306	2 745 628	2 748 241	2 771 193	0,84	22 952
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 528 146	4 742 444	4 792 640	4 792 640	4 792 640	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 083 887	-2 180 138	-2 047 012	-2 044 399	-2 021 447	-1,12	22 952
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	20 296 821	21 085 700	21 762 080	21 762 080	21 762 080	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	306 267	306 267	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 018	1 766 259	1 766 259	1 766 259	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 421 474	19 092 383	19 689 555	19 689 555	19 689 555	0,00	0
AUTRES POSTES (NET)	-7 401 506	-7 918 342	-8 580 635	-8 736 122	-8 717 845	-0,21	18 277
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-130 514	-275 256	-870 988	-1 026 476	-1 008 199	-1,78	18 277
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-60 034	-41 382	-24 591	-24 591	-24 591	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 794	-23 794	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0,00	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0,00	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-7 187 921	-7 578 168	-7 661 260	-7 661 260	-7 661 260	0,00	0
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	36 230 424	36 763 427	37 584 148	37 570 232	37 614 697	0,12	44 465
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 148 732	4 193 198	1,07	44 465
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	20 690 490	21 484 308	21 831 241	21 831 240	21 831 239	0,00	-1
AUTRES DÉPÔTS	11 012 357	11 060 502	11 590 261	11 590 261	11 590 261	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0,00	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Autres institutions de dépôts

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	Var.hebdo en %	Var.hebdo en milliards de CDF
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 05 Accélérée		
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG							
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	14 228 320	14 361 843	14 723 374	14 723 374	14 723 374	0,00	0
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	17 593 011	18 029 196	18 134 085	18 134 085	18 134 085	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-3 364 691	-3 667 353	-3 410 712	-3 410 712	-3 410 712	0,00	0
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	17 632 561	18 269 864	18 662 476	18 662 476	18 662 476	0,00	0
CRÉANCES INTÉRIEURES	24 122 853	25 138 897	25 991 349	25 991 349	25 991 349	0,00	0
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 951 595	5 331 221	5 056 367	5 056 367	5 056 367	0,00	0
NUMÉRAIRE	304 415	458 234	471 881	471 881	471 881	0,00	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	4 046 929	4 039 707	3 818 002	3 818 002	3 818 002	0,00	0
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	600 251	833 280	766 484	766 484	766 484	0,00	0
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 011 750	-1 147 531	-701 681	-701 681	-701 681	0,00	0
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	500 578	458 982	763 155	763 155	763 155	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 512 327	-1 606 514	-1 464 836	-1 464 836	-1 464 836	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	20 183 007	20 955 208	21 636 663	21 636 663	21 636 663	0,00	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	306 267	306 267	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 017	1 766 258	1 766 258	1 766 258	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 307 661	18 961 892	19 564 138	19 564 138	19 564 138	0,00	0
AUTRES POSTES (NET)	-6 490 292	-6 869 033	-7 328 874	-7 328 874	-7 328 874	0,00	0
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-1 651 107	-1 876 936	-2 048 531	-2 048 531	-2 048 531	0,00	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-4 816 148	-4 968 561	-5 256 549	-5 256 549	-5 256 549	0,00	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0,00	0
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 794	-23 794	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	131 458	305 060	295 625	295 625	295 625	0,00	0
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	20 668 486	21 236 396	21 486 848	21 486 848	21 486 848	0,00	0
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	11 004 823	11 052 975	11 582 734	11 582 734	11 582 734	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0,00	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	56 113	37 275	20 643	20 643	20 643	0,00	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification SID	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification BCC	0	0	0	0	0	0,00	0
Vérification AID	0	0	0	0	0	0,00	0
<i>Pour mémoire :</i>							
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaie nationale	3 283 527	3 264 112	3 174 592	3 174 592	3 174 592	0,00	0
Dépôts de la clientèle des banques commerciales, en monnaies étrangères	28 963 768	29 534 439	30 219 475	30 219 475	30 219 475	0,00	0
Total dépôts de la clientèle des banques commerciales	32 247 295	32 798 552	33 394 066	33 394 066	33 394 066	0,00	0
Check	0	0	0	0	0	0,00	0
Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales	25 056 047	25 595 340	26 008 662	26 008 662	26 008 662	0,00	0
Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales	7 191 249	7 203 212	7 385 405	7 385 405	7 385 405	0,00	0
Vérification SID							
I. Crédits nets bancaires à la clientèle par terme (En mois de CDF)	18 634 472	18 874 797	19 673 970	19 673 970	19 673 970	0,00	0
dont							
Crédits à long terme	675 578	691 747	694 847	694 847	694 847	0,00	0
Crédits à moyen terme	5 732 281	5 750 072	6 727 784	6 727 784	6 727 784	0,00	0
Crédits à court terme	10 064 360	9 965 831	9 644 254	9 644 254	9 644 254	0,00	0
Crédits nets en souffrance	2 162 253	2 467 148	2 607 084	2 607 084	2 607 084	0,00	0
Ventilation des crédits par monnaies							
MN (en mois de CDF)	684 298	653 582	669 225	669 225	669 225	0,00	0
ME (en mois de USD)	6 699	6 656	6 867	6 826	6 860	0,00	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 11. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Emissions autorisées	254 974,95	87 500,00	183 000,00	57 500,00			582 974,9476
Emissions réalisées=	119 459,93	111 498,85	122 780,39	18 508,90			372 248,06820
Destructions = (B)	73 677,61	45 656,09	41 247,15	7 638,00	-00	-00	168 218,85
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	45 782,32	65 842,76	81 533,24	10 870,90	-00	-00	204 029,22
Recyclage	500 925,08	450 947,37	438 800,59	51 516,32	-00	-00	1 442 189,37
dont au Siège	144 945,72	119 111,53	139 742,74	14 677,82	-00	-00	418 477,81
dont en provinces (*)	355 979,36	331 835,84	299 057,85	36 838,51	-00	-00	1 023 711,56

Source : Banque Centrale du Congo.